

1895

## 1895. Mille huit cent quatre-vingt-quinze

Revue de l'association française de recherche sur  
l'histoire du cinéma

37 | 2002  
Varia

---

### Femmes et enfants ou le corps de la nation

L'éducation à l'hygiène dans le fonds de la Cinémathèque de la Ville de  
Paris

Valérie Vignaux

---



#### Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/1895/224>

DOI : 10.4000/1895.224

ISBN : 978-2-8218-1028-0

ISSN : 1960-6176

#### Éditeur

Association française de recherche sur l'histoire du cinéma (AFRHC)

#### Édition imprimée

Date de publication : 1 juillet 2002

Pagination : 23-43

ISBN : 2-913758-30-4

ISSN : 0769-0959

#### Référence électronique

Valérie Vignaux, « Femmes et enfants ou le corps de la nation », *1895. Mille huit cent quatre-vingt-quinze* [En ligne], 37 | 2002, mis en ligne le 31 janvier 2007, consulté le 15 avril 2022. URL : <http://journals.openedition.org/1895/224> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/1895.224>

---

Ce document a été généré automatiquement le 15 avril 2022.

© AFRHC

---

# Femmes et enfants ou le corps de la nation

L'éducation à l'hygiène dans le fonds de la Cinémathèque de la Ville de Paris

Valérie Vignaux

---

## NOTE DE L'ÉDITEUR

Remerciements à Béatrice de Pastre et Thierry Lefebvre.

- 1 La Cinémathèque de la Ville de Paris a été créée en 1925 afin de mettre à la disposition des instituteurs des images (films et vues sur verre) qui pourraient illustrer leurs leçons<sup>1</sup>. Le nombre important des documents consacrés à l'hygiène incitait à s'interroger sur les modalités de cette préoccupation, dans un cadre institutionnel et éducatif. La variété des « fléaux » (alcoolisme, tuberculose, mortalité infantile, syphilis, etc.) m'a amenée à déterminer une problématique en correspondance avec la vocation pédagogique de l'institution. Ainsi, à partir de ces documents, il était possible de retracer la prise en charge par l'administration publique (hygiène dite sociale), du corps de la femme et de l'enfant : intervention directe par l'entremise de services sociaux destinés à accompagner ou à réglementer le corps ; action indirecte se réfléchissant dans le discours normatif (volonté de régulation) véhiculé par ces documents. Ils pouvaient nous autoriser à reconstruire partiellement, car à partir d'un corpus limité et orienté, ces « cadres mentaux plus résistants aux mouvements, ces "*prisons de longue durée*" dont parle Fernand Braudel, qui pendant des siècles déterminent génération après génération, les attitudes profondes et les conduites des individus. »<sup>2</sup>
- 2 Les documents retenus sont sur supports hétérogènes : films 35 mm, 16 mm mais aussi photographies ou films fixes. La catégorie « Hygiène » apparaît dans le catalogue de 1935 (qui est l'inventaire le plus ancien connu à ce jour), elle regroupe, parmi d'autres, des films en 35 mm produits par l'Office Public d'Hygiène Sociale de la Ville de Paris et

réalisés ou dirigés par Jean Benoit-Lévy entre 1925 et 1935. Les photographies des Habitations Bon Marché (signalées dans le catalogue de 1935 sous la rubrique *Architecture* « Œuvres Modernes »), ou celles consacrées à l'enseignement ménager, témoignent elles aussi de cette politique hygiéniste. Ces négatifs sur verre, antérieurs ou postérieurs aux années trente, sont difficilement datables en l'absence de documents administratifs. Puis au lendemain de la seconde guerre mondiale, la Cinémathèque s'est vue confier en dépôt par le ministère de la Santé un ensemble de films en 16 mm. Les films fixes consacrés à l'hygiène sont les documents les plus récents. Ils ont été retrouvés dans une école primaire, rue Hamelin, qui accueillait les formations du ciné-club des instituteurs, association domiciliée à la Cinémathèque dans les années cinquante. Ces films fixes en couleurs, conservés sans leurs notices, ont été produits par la Sécurité sociale ; ils semblent dater des années soixante.

Une préoccupation nationale

- 3 Ces documents résultent d'une prise de conscience affirmée lors de la première guerre mondiale :

Au moment où notre pays est obligé [...] de retenir sous les drapeaux pendant trois ans, tous ses jeunes hommes valides, comment ne comprendrait-on pas que le taudis, et tous les vices et les misères sociales qu'il traîne à sa suite, sont la cause principale de la faiblesse de nos contingents ? [...] C'est l'avenir de la race qui est en jeu, et le moyen essentiel pour l'assurer et pour lui conserver sa valeur est la lutte contre le taudis.<sup>3</sup>

- 4 Des lois sont promulguées afin d'obliger les municipalités à s'associer à cette politique sanitaire, elles sont justifiées par des discours qui se réfèrent à des enjeux nationaux :

Les lois hygiéniques sont donc utiles non seulement à la protection de l'individu mais au développement de la race... ce n'est que par des lois hygiéniques bien étudiées et strictement appliquées qu'on peut espérer obtenir une augmentation suffisante de la population, et sans cette augmentation notre pays diminuera peu à peu d'importance.<sup>4</sup>

- 5 La Ville de Paris, par l'entremise d'une *Direction de l'Hygiène, de la protection de l'Enfance et du Travail*, édifie un réseau sanitaire : des commissions d'hygiène attachées aux vingt arrondissements sont chargées de veiller à la salubrité, des dispensaires mais aussi des sanatoriums ou préventoriums et des écoles de plein air sont créés sous la tutelle de l'Office Public d'Hygiène Sociale.<sup>5</sup> La construction des piscines municipales instaurant dans ces locaux des bains douches publics et celle des Habitations Bon Marché visent à modifier les habitudes hygiéniques des classes populaires en introduisant dans la vie quotidienne l'usage de l'eau courante. Le discours nationaliste qui prévaut ici sera repris à l'identique lors de la seconde guerre mondiale :

Une des principales causes de notre défaite a été le mauvais état de notre santé [...]. Mortalité infantile : chaque année 40 000 enfants de moins d'un an [...] 80 000 de la tuberculose [...] trop d'alcool : 18 à 20 litres par an, par habitant, 500 000 débits de boissons (1 pour 80 habitants) trop de taudis [...] la culture physique avait encore une place trop restreinte dans notre vie quotidienne.<sup>6</sup>

- 6 Persistance des thèmes associés de la race et de la nation, dans l'immédiate après-guerre où les fléaux subsistent inchangés, et qui disparaîtra au cours des années cinquante car cette terminologie est trop liée à l'extermination entreprise par les nazis des races déclarées inférieures. Mutation des discours due également à la régulation des problèmes de santé par le recours à la vaccination obligatoire (le BCG, loi du 5 janvier 1950) et à la vulgarisation des notions élémentaires d'hygiène et de puériculture.

## L'éducation à l'hygiène

- 7 La mise en place de cet « armement sanitaire » s'accompagne de séances « d'éducation populaire » introduites en France par la fondation Rockefeller :

En 1916, en pleine guerre, une statistique de la direction générale des Services de Santé de l'armée fit apparaître que 100 000 hommes avaient dû être réformés pour tuberculose. En 1918, la mission Rockefeller transféra tout son personnel, à la tête duquel se trouvait Lucien Viborel, chef de la propagande, au Comité national de défense contre la tuberculose. [...] La propagande éducative fut tout de suite reconnue comme un élément essentiel.<sup>7</sup>

- 8 Des camions de « *consultation mobile* » sont affrétés :

Un, deux ou trois conférenciers (pour la puériculture de préférence une femme), un chauffeur-opérateur, un camion automobile confortable et résistant équipé d'une dynamo pour les endroits sans électricité, un appareil de projections lumineuses, des films, des diapositives, des brochures de propagande, des affiches. [...] Les équipes mobiles de propagande ont constitué la méthode la plus efficace d'enseignement populaire, surtout dans les campagnes où les ressources locales ne permettent pas l'organisation systématique d'une bonne propagande d'hygiène.<sup>8</sup>

- 9 Ces séances ont largement recours à l'image car nombreux sont ceux ou celles qui savent peu, ou pas du tout, lire et écrire : « L'instruction moyenne de nos ouvrières est malheureusement très au-dessous du niveau du certificat d'études primaires. Le cinéma leur a appris cependant ce qu'elles n'auraient jamais pu apprendre par les livres. »<sup>9</sup> Ces conférences se déroulent dans les salles municipales mais aussi dans les écoles qui ouvrent leurs portes hors du temps scolaire. L'instituteur, quant à lui, est chargé d'inculquer ces notions issues des découvertes de Pasteur : « À cette question entre toutes vitale et la part prépondérante qu'instituteurs et institutrices peuvent et doivent prendre dans la prophylaxie du fléau. »<sup>10</sup> Il veille à la propreté de sa classe mais aussi à celle de ses élèves qu'il inspecte à leur arrivée. Dès 1916, la Ligue contre l'alcoolisme crée dans les écoles des « *sections cadettes* », distribue des plaquettes et des documents à afficher dans la classe et organise des concours récompensés par des prix en argent ou en livres, remis dans le grand amphithéâtre de la Sorbonne. On demande aux enfants de disserter sur le rôle qu'ils peuvent jouer dans la lutte contre l'alcoolisme, ou de « faire un classement méthodique des dangers de l'alcoolisme aux points de vues physiologique, moral, social et national »<sup>11</sup>. Les écoles de filles ne sont pas écartées du dispositif, au contraire, ces séances sont...

... indispensables aussi dans les écoles de filles [...] mais en considération du rôle que la femme doit jouer plus tard, de l'influence prépondérante qu'elle doit avoir sur son entourage immédiat, sur son mari et sur ses enfants, il est indispensable qu'elle puisse avoir une solide formation antialcoolique [...] car l'alcool peut-être, plus tard, si elle n'a pas appris à le combattre, détruira son foyer, la meurtrira dans ses affections, la froissera dans sa dignité, condamnera ses enfants à la déchéance ou à la mort.<sup>12</sup>

- 10 Ainsi, l'hygiène a été pour la laïcité une mission : « Quant à nous, nous croyons que dans le monde actuel la science crée des conditions nouvelles à la vie sociale et à la vie morale, et que par suite elle nous impose des devoirs nouveaux. »<sup>13</sup> L'instituteur et le médecin sont les relais de la révolution pastorienne et leur fonction est investie d'une vocation morale car nationaliste, d'où le recours aux cartes de France qui ponctuent l'ensemble du corpus et qui voudrait que le malade se fasse soigner par idéal patriotique. À la vérité religieuse s'est substituée une vérité scientifique qui a fait de Pasteur le grand homme par excellence. En 1922, la Ville de Paris commandait à Jean

Benoit-Lévy la réalisation d'une biographie du savant, confiée à Jean Epstein ; le carton placé en préambule est plus qu'explicite :

Ce film est un film national. Il aurait pu s'intituler Pasteur et la France... la dépouille mortelle de Pasteur, exposée à Notre-Dame, fut vénérée par le peuple de France, comme autrefois celle des saints. C'est dans cet esprit de reconnaissance que fut conçu ce film dédié pieusement à la méditation de tous les esprits.<sup>14</sup>

L'Office Public d'Hygiène Sociale ou la politique de la ville

- 11 Une dizaine de films en 35 mm produits par l'OPHS et réalisés ou dirigés par Jean Benoit-Lévy<sup>15</sup> ont été conservés à la Cinémathèque. Aux documentaires filmés dans les lieux sous tutelle municipale s'ajoutent trois fictions de prévention, financées par la vente du timbre antituberculeux<sup>16</sup> : *La Contagion par les crachats*, *La Contagion par les jouets portés à la bouche* et *La Bonne Voisine*. Ces formes narratives simples semblent principalement destinées à un jeune public, mais comme le rappelle leur réalisateur, le film « pourra ainsi vulgariser les notions élémentaires d'hygiène et bien souvent informer les grandes personnes en ayant l'air de s'adresser aux petits. »<sup>17</sup> Les documentaires filmés à *L'École en plein air de Pantin*, à *L'École de plein air du 19<sup>e</sup> arrondissement à Pavillons-sous-bois pour enfants chétifs*, au *Préventorium de Lannelongue à Saint-Trojan (Île d'Oléron)* pour jeunes garçons, au *Sanatorium de la Tuyolle à Taverny et Établissement du Glandier à Beyssac (Corrèze)* pour femmes et fillettes, devaient inciter les enfants ou les adultes à se rendre dans ces centres. Suite à la découverte de la maladie, au cours des examens pratiqués dans les dispensaires, les placements étaient très fermement conseillés<sup>18</sup>. Jean Benoit-Lévy les décrivant le rappelle :

La prévention était servie tout d'abord par des films d'hygiène individuelle et collective. Puis des films donnant l'idée et les moyens d'organiser les écoles de plein air, les colonies de vacances. D'autres, faisant partager aux familles la vie quotidienne des Préventoriums modèles qui s'étaient répandus sur toute l'étendue du territoire, leur donnaient confiance et les engageaient à suivre les conseils du médecin en confiant un temps leurs enfants.<sup>19</sup>

- 12 J'ai privilégié l'ensemble documentaire car ces films présentent les réponses matérielles, les modalités réelles de ces structures, et permettent donc d'imaginer les discours qui les sous-tendent.
- 13 La présentation des centres est didactique. Elle suit un déroulement similaire de film en film, décrivant les établissements d'accueil : bâtiments, réfectoires, dortoirs, salles de classe, puis les activités en nature et l'encadrement médical (consultation ou soins), montrés en situation et ce pour un nombre impressionnant d'enfants ou d'adultes. Le sanatorium de la Tuyolle comprend 150 lits et des « *maisons familiales* » ; comme l'établissement du Glandier à Beyssac, il a été aménagé dans un château aux vastes proportions. Le préventorium de Lannelongue semble occuper toute l'île tant les bâtiments et les enfants sont nombreux.
- 14 Les malades sont précisément dirigés et la discipline est exaltée, les infirmières veillant à ce que le programme soit scrupuleusement suivi (sans doute avec autorité comme le suggère un plan où l'une d'elle s'oppose à ce qu'une femme sorte de la galerie de cure de repos). L'uniformité est la première règle : à leur arrivée les enfants revêtent les costumes du centre (*L'École en plein air de Pantin*), shorts et chemises de couleur claire se substituent aux vêtements sombres et à motifs. Les femmes portent des blouses, d'où la surprise quand dans un plan rapproché nous découvrons que l'une d'elle a conservé un collier en gage de féminité. La propreté est surveillée de près et le choix d'un uniforme y participe. Dans *L'École de plein air du 19<sup>e</sup> arrondissement*, le montage laisse croire qu'à

peine descendus de l'autobus, les enfants sont dirigés vers les douches où une infirmière les savonne énergiquement, représentation visuelle d'un carton « Hygiène », formée par un plan séquence où un panoramique délaisse l'action pour venir cadrer le pommeau de la douche. L'hygiène ne réside pas seulement dans le geste mais dans l'appareil qui le permet<sup>20</sup>. Dans le *Sanatorium de la Tuyolle* nous découvrons les femmes aux lavabos, elles se lavent les dents, s'essuient le visage ou se brossent les cheveux que certaines portent encore très longs. À l'établissement du Glandier les infirmières savonnent des fillettes dénudées tandis que d'autres se brossent les dents.

- 15 Les salles de classe ouvrent sur l'extérieur ou sont installées en nature (*École de plein air de Pantin, Préventorium Lannelongue, Établissement du Glandier*). L'accent est mis sur l'application des élèves qui, avec précipitation, lèvent le doigt pour répondre aux questions du maître. La « leçon de choses » utilise ce cadre naturel et les enfants sont initiés au jardinage : scènes se déroulant au potager pour *L'École en plein air de Pantin, Préventorium de Lannelongue, Sanatorium de la Tuyolle* ou récolte de la résine à *Lannelongue*. L'enseignement général est complété par des exercices manuels. À *L'École en plein air de Pantin* des fillettes consciencieuses tissent sur des métiers pour enfants ou nouent les fils d'un tapis. Pour les femmes, il n'y a pas d'enseignement général mais des exercices compris dans des programmes d'éducation ménagère ; sous couvert d'aide au centre on les voit laver, repasser et raccommoder.
- 16 Les enfants sont soumis à des exercices physiques nombreux, gymnastique respiratoire et présentation de danses ponctuent tous ces films. Les chorégraphies associent rondes enfantines et bouquets de fleurs sauvages, orchestrées par des infirmières ou dispensées par des « éducateurs ». La mise en scène est complexe : malgré le nombre important des enfants placés dans l'espace en formes circulaires, elle joue sur les temps, au moyen d'une désynchronisation ordonnée de leurs mouvements. Esthétique au service de la discipline car les enfants reçoivent du sifflet le tempo de leur gestuelle. Pour les femmes, la promenade seule est recommandée. Au *Sanatorium de la Tuyolle* nous les voyons jeter des cailloux dans l'eau, tricoter, se montrer des photographies ou se coiffer, prisonnières de leur oisiveté, alors que le carton d'intertitre précise : « Les distractions font partie du traitement afin d'éviter la dépression morale des malades ».
- 17 Dans tous ces films le médecin est présenté au cours des examens médicaux, il transmet des indications que les infirmières inscrivent sur des « fiches sanitaires ». Pour les enfants il s'agit principalement de mesures : poids, taille et volume thoracique. Figure centrale, la révérence qui lui est due est signalée même lorsqu'il est absent, comme dans le *Sanatorium de la Tuyolle* où un intertitre nous présente « Le pavillon du docteur ». Le médecin-directeur dans tous ces films traverse le réfectoire, les femmes en signe d'obéissance respectueuse se lèvent et les enfants l'accueillent en agitant leurs petites mains. Au *Préventorium de Lannelongue* le réalisateur met en scène cette reconnaissance dans une séquence intitulée « Salut au médecin-directeur ». Le médecin marche le long de la jetée, les adolescents alignés sur le promontoire (au moins une cinquantaine) saluent et secouent leurs chapeaux, les bras tendus, filmés en contre-plongée, l'imagerie pourrait être dite « fasciste ». Le film se terminant ensuite sur un chapitre intitulé « Un hommage des enfants à l'Office Public d'Hygiène Sociale de la Seine » où les enfants de leurs corps dessinent sur la colline les initiales de l'organisme et les points sont formés par les infirmières (photo 4). Ce culte de la personne ou de l'institution Jean Benoit-Lévy s'amusera à le mettre en scène dans *L'École de plein air du*

19<sup>e</sup> arrondissement, le dernier plan filmé du haut du bâtiment cadre le médecin-directeur poursuivi par les nombreux enfants.

- 18 À part *L'École de plein air de Pantin* (où les plans sont fixes), ces films recourent à des dispositifs identiques. Les scènes sont principalement filmées en plan-séquence – d'où l'emploi du panoramique afin de composer narrativement la description – et rares sont les gros plans insérés par le montage. Les mouvements de camera sont réalisés à partir de véhicules en déplacement, nombreux travellings en voiture ou en bateau par exemple à *Lannelongue*. Choix de points de vue « non naturels » comme la plongée et la contre-plongée qui construisent la mise en scène du réel. Le soin apporté à la réalisation est au service du propos propagandiste, Jean Benoit-Lévy le rappelle : « Il importe donc d'éduquer en distrayant l'œil et l'esprit par la diversité qu'apportent le mouvement, les changements de procédés, la beauté des images, c'est-à-dire faire œuvre de créateur cinématographique. »<sup>21</sup> Le discours qui vise à rassurer les familles ou à convaincre les adultes de se rendre dans ces centres reprend les préceptes hygiénistes : propreté, exercices physiques, valorisation de la nature à l'encontre de la ville<sup>22</sup>, enseignement et travail manuel, et surveillance médicale. Mais ces documents montrent principalement une compréhension disciplinaire du corps et l'origine de son appréhension administrative, véhiculé par le discours propagandiste lui-même. Idéal d'hygiène physique compris comme santé morale et exécuté au son du sifflet, d'où les fugues d'enfants ou les cas de rébellion avec grève de cure, mentionnés dans la correspondance de l'OPHS. Ici commence la mise en carte sanitaire qui sera poursuivie après guerre à l'échelle nationale par l'introduction du numéro de Sécurité sociale.

Les femmes au service de l'hygiène sociale

- 19 Le développement des dispensaires a conduit à la création d'un nouveau corps de personnel sanitaire : « l'infirmière visiteuse ». Chargée de se rendre dans les foyers, elle prodiguait ses conseils aux mères et orientait les malades vers les institutions de soins.  
<sup>23</sup> Après la seconde guerre mondiale, elle change de nom et devient « assistante sociale » car la part administrative de sa profession s'est accrue. Ce nouveau métier, s'il a favorisé la création d'écoles d'infirmières, fait état d'une compréhension de la féminité qui centre l'activité autour de la tenue du foyer et de l'éducation des enfants, c'est-à-dire la cellule familiale. Cette conception est transmise en masse par l'introduction d'un enseignement ménager dans les écoles de filles. Les documents photographiques rendent compte de cette idéologie qui a modelé la compréhension du corps féminin.
- 20 Ces photographies ont été isolées parmi un ensemble de 4 584 négatifs sur verre (en cours de tirage), rassemblées sans doute afin de conserver des images de Paris, vocation énoncée dans les statuts premiers de la Cinémathèque. La réalisation soignée (cadre, lumière, mise en scène) donne à penser qu'elles ont été exécutées par un photographe expérimenté, dans le cadre d'une activité qui – outre la présentation des lieux sous tutelle de la Ville – cherchait à valoriser les activités sociales de l'administration. Les HBM ou « immeubles hygiéniques »<sup>24</sup> devaient remplacer les taudis (photo 2), lieux de proliférations des maladies contagieuses, et accompagnaient l'implantation nouvelle de crèches et d'écoles maternelles. Les photographies retracent la construction, du terrassement à l'élévation des immeubles et s'attachent à montrer les services collectifs attenants (asiles pour jeunes enfants, squares...). On découvre des lieux où les enfants sont surveillés par des assistantes maternelles, arborant des coiffes qui ressemblent à celles des religieuses. Contiguïté des symboles qui a contribué à faire de l'hygiène pour

la laïcité une profession de foi (photo 1). Ces photographies mettent en évidence la réorganisation de la ville à des fins réformatrices car en modifiant radicalement les conditions d'habitat des classes populaires il s'agissait de poser également les bases d'un milieu communautaire où l'enfant et la femme trouvaient une place nouvelle ; liée à une politique nataliste mais aussi en raison de l'accroissement du travail féminin.

- 21 J'ai retenu principalement trois séries de photographies qui mettent en scène les femmes et ainsi nous transmettent une part de ce regard porté sur elles. Les deux premières montrent des jeunes filles lors d'un cours d'enseignement ménager. L'introduction de cet enseignement avait pour vocation de faire d'elles les premiers agents d'éducation à l'hygiène :

Il nous faut des maisons salubres ; mais pour les entretenir, les embellir et y retenir leur mari, il nous faut aussi, disons surtout, des femmes capables de comprendre et de pratiquer, dans toute son étendue et sa beauté, leur devoir familial. C'est le mot de Jules Simon : « *Donnez nous des mères !* » – développer l'enseignement ménager.<sup>25</sup>

- 22 Dans ces deux séries la disparité des lieux malgré la similarité de l'enseignement révèle deux destinées antagonistes. L'enseignement à l'école professionnelle de la rue de Poitou est dispensé dans une pièce unique où selon les activités (cuisine, service à table, lavage et repassage), on déplace les meubles (photo 5). Ces adolescentes d'origine populaire (la rue de Poitou) vont sans doute constituer le personnel de service des familles bourgeoises. L'Institut Tourcoing en revanche semble être réservé à des jeunes filles plus fortunées, comme le suggèrent les chaussures et les bas que nous apercevons sous des blouses impeccablement repassées. Elles exécutent dans de grands espaces fonctionnels les gestes correspondant à leur formation et nous les voyons apprendre à laver et à langer un enfant (par l'entremise d'un baigneur, photo 6). Elles pourront rejoindre le personnel des structures sanitaires et sociales : dispensaires, maternités, hôpitaux... Ainsi ces deux séries de photographies rendent compte de la condition féminine, en effet...

Pour cette période (1918-1945) on voit se dessiner l'idéal-type de la femme. Il peut se résumer en trois portraits. La jeune fille échappe à sa condition ouvrière ou paysanne, devient infirmière, secrétaire, employée dans les services. Les femmes mariées découvrent leurs enfants et redécouvrent les charmes d'un foyer. Les jeunes filles de la bourgeoisie devenues intellectuelles monnaient leur diplôme sur le marché matrimonial. Enfin, l'anti-portrait : l'ouvrière.<sup>26</sup>

- 23 La série consacrée à l'asile Ledru Rollin a retenu notre attention en raison du travail de mise en scène opéré par le photographe qui organise un récit, du plan très large au gros plan, en jouant sur des référents emblématiques. L'asile a été photographié dans une lumière zénithale (photo 7), sans doute au cours de l'été, la lumière solaire qui confère à l'ensemble sa clarté, avec la blancheur du linge, affirme l'asepsie (photo 8). Le photographe suit le même enfant de photo en photo : celui-ci passe des bras de la mère, photographiée en plan large, parmi d'autres, dans l'anonymat de sa condition, aux bras de l'infirmière, photographiée en plan rapproché afin d'isoler le geste et le matériel sanitaire (l'arrivée d'eau courante et la plomberie, photo 9). Cette série pourrait se conclure sur ce portrait de l'infirmière, dont la coiffe est surmontée d'une croix (la croix rouge ?), qui tient, telle une *pietà*, cet enfant noir au creux des bras et offre une image convaincante et sublime de l'action sanitaire à destination des mères et des enfants (photo 1). Choix d'un enfant de couleur non innocent et qui viendrait représenter toute la marginalité de la grossesse : mère célibataire et enfant métissé.

L'action sanitaire et sociale et l'émancipation des femmes

- 24 De 1953 à 1966, la Cinémathèque reçoit en dépôt des copies 16 mm de 35 films, réalisés de l'immédiate après-guerre (1947) au début des années soixante (1962) et produits par le ministère de la Santé publique. Les correspondances échangées révèlent que Lucien Viborel, en qualité de directeur du Centre d'éducation sanitaire, était chargé de la diffusion de ces documents. Leur mise en œuvre avait été énoncée en ces termes par le docteur Jean Dalsace dans le premier numéro de la *Revue Internationale de filmologie* en 1947 :

À l'heure où la France vient de se donner la très belle loi de Sécurité sociale, c'est-à-dire au moment où la médecine va évoluer vers une médecine préventive, il est nécessaire que le Peuple tout entier puisse être apte à comprendre et à aider cette révolution médico-sociale. [...] Le Ministère de la Santé et de la Population [...] pourrait alors créer un Institut central de Propagande Sanitaire. Cet Institut pilote... serait chargé d'élaborer le programme des films nécessaires à l'éducation sanitaire du pays. Une politique de la Santé Publique et de la Sécurité sociale, telle qu'elle vient d'être engagée doit s'appuyer sur le film pour sauver des hommes, pour leur rendre la vie meilleure et plus longue, et pour faire naître des vocations dont la France éprouve le besoin.<sup>27</sup>

- 25 Aux fléaux des années trente se sont rajoutés des films consacrés à la prévention des accidents domestiques et de la route, ayant pour sujet l'hygiène de la vue ou de la bouche, l'alimentation ou le handicap... Ces films ont largement été diffusés par la Cinémathèque dans les écoles, le rapport d'utilisation de l'année scolaire 1953-1954 fait état de 308 sorties et « chaque sortie entraîne 2 à 8 passages devant un public de 250 spectateurs en moyenne. »<sup>28</sup>
- 26 Dans cet ensemble, j'ai retenu deux titres car plus précisément destinés aux femmes. Le premier, *Nos Petits*, réalisé en 1947 par Pierre Boyer, est décliné en trois parties. *Comment élever l'enfant* s'attache à inculquer des notions élémentaires d'hygiène : ne pas tousser à proximité du berceau, ne pas partager sa cuillère, ne pas trop l'étreindre. *Comment nourrir l'enfant* recommande l'allaitement maternel à une époque où la mise en nourrice est encore répandue. *Comment protéger l'enfant* décrit les mesures mises en place par l'État par l'entremise de la Sécurité sociale (les allocations familiales), en filmant en gros plan le Code de la famille et en vantant l'enseignement de la puériculture dans les écoles primaires et dans les écoles professionnelles. Le second, *La Consultation mobile de protection maternelle et infantile*, réalisé par Jean-Jacques Leduc, date de 1955 ; on y suit l'un de ces camions qui sillonnaient déjà les routes dans les années trente. Ces films confirment que pour l'histoire des femmes...

... la coupure classique de 1945 [...] n'est pas opératoire [...] Pour la deuxième fois, les démobilisations sonnent comme des heures de vérité, renvoyant les femmes, au nom de leur civisme et de leur différence, à la sphère privée centrée sur l'enfant et proclamée clef des reconstructions nationales. [...] De fait si le régime de Vichy constitue pour la France républicaine une rupture politique, il s'inscrit dans la continuité de la politique familiale qui, des années vingt aux années soixante, assigne les femmes à la maternité et les hommes au travail rémunéré.<sup>29</sup>

- 27 En effet, un certain nombre des lois édictées sous Vichy demeurent après-guerre, le Code de la famille a été institué en 1941 et l'enseignement ménager est rendu obligatoire dans les écoles de filles par la loi du 18 mars 1942<sup>30</sup>. La continuité avec les années trente, incarnée en personne par Lucien Viborel, est, de plus, affirmée dans *Comment élever l'enfant* où un plan est filmé devant la plaque de la fondation Rockefeller. Le carton de préambule de *La Consultation mobile* le souligne également :

En 1945, au lendemain de la guerre et des cinq années d'occupation, de misère et de sous-alimentation, l'état sanitaire de la population française était désastreux. Dans certains départements, la mortalité infantile atteignait jusqu'à 22 %. Il fallait donc agir vite pour sauver l'enfance, espoir de la Nation Française, en prolongeant et en développant l'action menée dès 1930, par les Assurances Sociales.

- 28 Entre 1947 et 1955, si la politique sanitaire se poursuit sur des fondements antérieurs, le discours a subi quelques transformations. Les thèmes associés de la race et de la nation encore présents dans *Nos Petits*, où le premier volet se clôt sur un enfant tenant dans ses mains une carte de France (photo 10) tandis que le commentaire précise qu'il est « *le patrimoine national par excellence* », disparaissent dans *La Consultation mobile*. Le film se termine sur les visages tatoués de femmes d'origine maghrébine qui montent dans le camion. Le ministère de la Santé est devenu celui de la Population et veille également à l'intégration de la main d'œuvre étrangère.<sup>31</sup> L'exposé propagandiste de *Nos Petits* emploie une symbolique et une pratique du montage en vigueur sous l'Occupation. Les trois volets de *Nos Petits* commencent par une comparaison entre les soins à apporter aux enfants et les pratiques des éleveurs d'animaux de race ou les cultivateurs (idéal naturel des années trente, stigmatisé par le retour à la terre pétainiste). Le premier, le moins « technique » des trois, recourt aux métaphores végétales (le fruit qui tombe de l'arbre représente l'accouchement) et au montage expressif (des visages de femmes buvant ou fumant, accoudées au bar, sont juxtaposés avec des plans d'enfants souffrant de malformation, sur des airs de jazz). Ces films visent à culpabiliser les femmes (« la fille mère abandonnée » est représentée par une jeune femme portant son bébé dans un paysage enneigé), les enjoignant à rester chez elles, hors des sphères réservées aux hommes (le Quartier latin et ses boîtes de jazz est un lieu de perte)<sup>32</sup>. Ces images de fleurs ou de végétaux ainsi que les plans d'enfants anormaux sont réemployés dans un film consacré à la syphilis *L'Ennemie Secret*, également distribué par le ministère de la Santé. *La Consultation mobile* privilégie des cadres sobres et un montage descriptif, le travail accompli par ces médecins itinérants est valorisé mais l'accent est mis sur les aides distribuées par la Sécurité sociale. Discours naissant de l'État providence incarné dans ces lieux qui servent à la consultation : salles des mariages où l'interphone du médecin est remplacé par le buste de Marianne.

#### La Sécurité sociale en films fixes

- 29 Les films fixes, réalisés sur pellicule 35 mm, ont largement été utilisés dans les écoles tout au long du siècle<sup>33</sup>. En général accompagnés d'une « notice » qui, après avoir décrit les images, les présente comme sources d'un commentaire proposé, leur succession construisant la narration. Parmi les 566 titres conservés, 38 ont trait à l'hygiène mais recouvrent principalement des notions d'éducation individuelle : hygiène dentaire, de la vue, la respiration, les muscles... Deux titres correspondaient à notre problématique : *La Protection de la mère et de l'enfant* (23 images en couleurs) et *L'Action Sanitaire et Sociale* (24 images en couleurs), produits par la Caisse nationale de Sécurité sociale et exécutés par la Fédération Nationale du Cinéma Éducatif. En l'absence des notices, les images et leur agencement serviront seules à retracer les discours que l'institution livre d'elle-même.
- 30 Dans *La Protection de la mère et de l'enfant* les images présentent en situation des moments qui ainsi sont déclarés représentatifs. Le film commence sur une prise de sang, puis présente les formulaires à remplir, la maternité avec ses berceaux soigneusement alignés, l'allaitement maternel auquel succède une infirmière préparant

des biberons, un bâtiment puis l'auscultation du bébé par un médecin, le camion de consultation mobile, des infirmières langeant des bébés, un terrain de jeux, des adolescents à la visite médicale, une vaccination collective d'enfants, deux adultes dont on radiographie les poumons, des enfants jouant sur un tourniquet et, dernière image, des adolescents jouant au volley. Le discours est inchangé, la prise en charge de l'enfant et de la mère s'effectue dès la conception, tout au long de sa vie l'enfant sera suivi (en milieu scolaire mais aussi en milieu professionnel) et, soigné dans les institutions sanitaires, il pourra s'épanouir physiquement, la force étant représentée par le recours au jeu ou au sport.

- 31 Dès la première image, *L'Action Sanitaire et Sociale* présente sur deux colonnes les organismes cités dans le titre. L'Action sociale par l'entremise de la Caisse d'Allocation familiale propose des aides au logement (HLM) et aux vacances (colonies) ainsi que des services spécialisés pour jeunes enfants (crèches) ou pour l'enfance inadaptée. L'action Sanitaire, grâce à l'intervention de la Caisse de Sécurité sociale, consiste en dispensaires, hôpitaux, sanatoriums ou centres de rééducation... Comme dans le précédent, le discours est transmis par des images en situation (radiographie, examen...) mais il décrit plus précisément les activités éducatives ou de propagande. Outre le camion de consultation mobile, les affiches de prévention antialcoolique et une projection de film fixe en classe, à nouveau se voit exaltée par l'administration elle-même, la scission entre l'éducation des filles qui suivent des cours de couture et de cuisine et celle des garçons montrés écrivant à des bureaux. Le film, après avoir présenté des façades de maison, se termine sur une image de salle de bain orange, comprenant lavabo, baignoire et bidet.
- 32 Ces films en couleurs ont, semble-t-il, été réalisés au début des années soixante. Le discours qui les sous-tend est identique à ceux retracés tout au long de la période et qui pourrait se résumer à cette formule : « Ton corps est-il à toi ? Non il appartient à ta famille, à ton groupe social, à ton pays. »<sup>34</sup> La démocratisation du système des soins, accompagnée par un attirail réglementaire, a été présentée comme un enjeu national, trouvant dans le recours à l'idéologie sa ferveur et sa nécessité :

C'est ce système de valeurs qui fait tolérer les règles du droit et les décrets du pouvoir ou qui les rend intolérables [...] les documents n'éclairent jamais directement que les idéologies qui répondent aux intérêts et aux espérances des classes dirigeantes. Parce que seuls ces groupes ont détenu les moyens de construire des objets culturels qui ne furent pas éphémères [...] mais aussi parce que la répartition des pouvoirs autorisa ces seules idéologies à s'étaler au grand jour, à se répandre, à s'infiltrer dans toutes les formes d'expression, à s'imposer peu à peu par le jeu des systèmes d'éducation et d'information.<sup>35</sup>

- 33 Ce corpus documentaire a permis de reconstruire en partie l'idéologie qui a intégré au corps social le corps féminin. Les images portaient témoignages et elles pouvaient contribuer à l'écriture de l'histoire. La révolution pastorienne a rapproché les classes sociales en rappelant aux édiles l'égalité des hommes face à la contamination microbienne :

Au contact du prolétaire, le bourgeois ne risque pas que la contagion ; il peut devenir la victime d'une mutation biologique : le germe virulent, montée de la sentine sociale, a toutes chances de se transmuier, dans son sang délicat, en tare héréditaire. C'est la descendance toute entière qui se trouve alors compromise, le patrimoine génétique qui menace d'être altéré.<sup>36</sup>

- 34 Elle a également défini des territoires féminins (le foyer et la maternité – allaitement et pasteurisation du lait) en la maintenant par devoir hygiénique à l'intérieur de la

maison. Définition de la féminité vulgarisée par ces cours d'enseignement ménagers qui heureusement seront rendus caduques par les appareils électroménagers ; comme la contraception lui permettra de se réapproprier ce corps que la nation et ses représentants masculins avaient colonisé. Sans doute l'histoire procède par détour et il ne faudrait pas conclure trop hâtivement en dénonçant l'idéologie car :

Toutes ces raisons savantes, toutes ces justifications lentement construites, donnent « corps » à une vigilance éminemment sociale et pourtant difficile à dire, tant elle touche à de l'imperceptible... [Elle doit] se chercher des raisons édifiantes avant de devenir simple habitude.<sup>37</sup>

## NOTES

1. Béatrice de Pastre, Emmanuelle Devos, « La Cinémathèque de la Ville de Paris », 1895, n° 18, été 1995.
2. Georges Duby, « Histoire des Mentalités », *L'Histoire et ses méthodes*, Paris, Encyclopédie de la Pléiade, 1961.
3. Rapport du conseil supérieur des Habitations à Bon Marché au président de la République pour l'année 1913, le ministre du Travail et de la Prévoyance sociale, président du Conseil supérieur Ch. Couyba, *Journal Officiel* du 3 juillet 1914. Archives de Paris, fonds Maurice Félix, D61Z/10.
4. Manuel Scolaire, *Hygiène (4<sup>e</sup> et 5<sup>e</sup> années)*, Paris, Caustier et Moreau-Bérillon, librairie Vuibert, sans date (postérieur à 1921).
5. L'OPHS est un « Organisme d'intervention publique en matière de prophylaxie des maladies transmissibles et principalement de la tuberculose (application de la loi du 15 avril 1916 instituant les dispensaires d'Hygiène sociale et de préservation anti-tuberculeuse et de la loi du 7 septembre 1919 instituant les sanatoriums. » Archives de Paris, 1207W/0022.
6. Dr P. Delore, *L'Éducation de la santé*, Paris, Flammarion 1941.
7. Jean Benoit-Lévy, *Les Grandes Missions du cinéma*, Montréal, Lucien Parizeau et C<sup>ie</sup>, 1945.
8. « Les équipes mobiles de propagande d'hygiène, du Service de propagande de la Ligue des sociétés de la Croix-Rouge », *Revue Internationale du Cinéma Éducateur*, n° 2, février 1930.
9. Jean Benoit-Lévy, *Les Grandes Missions du cinéma*, *op. cit.*
10. Circulaire datée du 31 janvier 1909, signée par L. Bedorez, inspecteur d'Académie, directeur de l'Enseignement primaire de la Seine. Archives de Paris, D2T1/16.
11. Concours de 1922, Archives de Paris, D2T1/16.
12. Circulaire datée du 31.01.1909, signée par L. Bedorez, inspecteur d'Académie, directeur de l'Enseignement primaire de la Seine. Archives de Paris, D2T1/16.
13. Manuel scolaire, *Hygiène (4<sup>e</sup> et 5<sup>e</sup> années)*, Caustier et Moreau-Bérillon, *op. cit.*
14. Film conservé par la Cinémathèque de la Ville de Paris.
15. Le frère de Jean Benoit-Lévy, prénommé Georges, également préoccupé d'hygiène sociale puisque d'après Jean-Jacques Meusy il était « le propagandiste des cités-jardins »,

« Qui était Edmond Benoit-Lévy ? », *Les Vingt Premières Années du cinéma français*, Paris, Presse de la Sorbonne nouvelle, 1995.

16. La vente du timbre antituberculeux a été organisée pour la première fois en France en 1925. Correspondances de l'OPHS, 1207W/0018, Archives de Paris.

17. Jean Benoit-Lévy, *Les Grandes Missions du cinéma*, op. cit.

18. « À l'heure actuelle l'Office d'Hygiène Sociale gère 63 services médicaux sociaux et de prophylaxie antituberculeux, 54 dans 51 dispensaires, dont 23 à Paris et 28 dans les communes de la banlieue... En 1935, 21 948 personnes ont été placées dans les divers établissements de cure ou de soin. » *Bulletin municipal officiel de la Ville de Paris*, 9 janvier 1937. Archives de Paris, fonds Maurice Félix, D61Z/10.

19. Jean Benoit-Lévy, *Les Grandes Missions du cinéma*, op. cit.

20. Il est à rappeler que l'alimentation en eau courante est encore rare. La Cinémathèque réalisait à la même période, dans le cadre des films d'orientation professionnelle, un film consacré à la plomberie.

21. Jean Benoit-Lévy, *les Grandes Missions du cinéma*, op. cit.

22. « Le malade était invité à pratiquer les plus dangereuses activités, marches forcées, travaux manuels, exposition aux éléments, du soleil au vent. [...] L'aérophorisation, dans cette perspective, s'offre comme un exemple privilégié. D'une part, bien qu'inspirée par des pensées imaginaires, elle donne des résultats réels et elle mérite de rentrer dans une pharmacopée réfléchie : elle est le vrai d'une erreur ou du faux... Elle vaut comme principe imaginaire. » François Dagognet, *Savoir et pouvoir en médecine*, Paris, coll. Les empêchés de penser en rond, Institut Synthélabo pour le progrès de la connaissance, 1998.

23. La correspondance de l'OPHS montre que nombreuses sont celles qui à leur tour ont contracté la tuberculose.

24. Titre II, article 6 « Il est interdit de donner le nom de société d'Habitations à Bon Marché à toute société non approuvée par le ministère de l'Hygiène, de l'assistance et de la prévoyance sociales ». Article 8 « Il pourra être institué des Offices Publics d'Habitations à Bon Marché qui auront pour objet exclusif l'aménagement, la construction et la gestion d'immeubles salubres régis par les présentes dispositions, ainsi que l'assainissement de maisons existantes, la création de cité-jardins ou de jardins ouvriers. Ces immeubles peuvent comprendre des locaux à usages communs, tels que buanderies, bain-douches, garderies d'enfants, terrains de jeux, etc. Il peut y être annexé des boutiques à destination commerciale, pourvu qu'il n'y soit pas vendu de boissons alcooliques. » *Journal officiel* du 10 décembre 1922. Loi portant codification des lois sur les Habitations à Bon Marché et la petite propriété. Loi du 5 décembre 1922 par A. Millerand le président de la République et Paul Strauss le ministre de l'Hygiène, de l'assistance et de la prévoyance sociale. Archives de Paris, fonds Maurice Félix, D61Z/10.

25. *Journal officiel* de la République Française, 2 avril 1904, Archives de Paris, fonds Maurice Félix, D61Z/10.

26. Rose-Marie Lagrave, « Une émancipation sous tutelle, Éducation et travail des femmes au XX<sup>e</sup> siècle », in *Histoire des femmes*, Georges Duby, Michelle Perrot, Le XX<sup>e</sup> siècle, Françoise Thébaud (dir.), Paris, Plon, 1992.

27. Dr Jean Dalsace, « Cinéma, Biologie et Médecine », *Revue Internationale de filmologie*, n° 1, juillet-août 1947.

28. Courrier du 6 octobre 1954, adressé par G. Gauthier, directeur de la Cinémathèque à L. Viborel.

29. Françoise Thébaud, « Introduction », in *Histoire des femmes*, Georges Duby, Michelle Perrot, *op. cit.*
30. Allocution de M. le Préfet de la Seine radiodiffusée le 24 juillet 1946 :  
« L'enseignement ménager comprend des cours théoriques et des exercices pratiques : cours d'hygiène alimentaire, qui trouvent leur application dans des exercices de cuisine, de confection de plats et de menus ; cours d'économie domestique accompagnés d'exercice de lavage, de repassage ; cours de puériculture et indications pratiques sur l'art de préparer un biberon, une bouillie, les bains du bébé, sur la façon de l'habiller [...] La Ville de Paris n'a pas oublié les jeunes filles et les jeunes femmes qui ont quitté l'école ; des cours pour adultes destinés aux anciennes élèves désireuses de compléter leur formation ménagère fonctionnent le samedi après-midi. » Archives de Paris, fonds Maurice Félix, D61Z /6.
31. Décret du 24 décembre 1945 relatif aux attributions du ministre de la Population. Mesures décrites dans un film de 1947 *Ceux qui viennent* réalisé par Stany Cordier et déposé par le ministère de la Santé.
32. C'est d'ailleurs au Quartier latin que sera associée Simone de Beauvoir, qui publie en 1949, *Le Deuxième Sexe*, chez Gallimard.
33. Thierry Lefebvre, « Film Safety, formats réduits, films fixes » in *Cinéma-École : aller-retour*, D. Nourisson, P. Jeunet (dir.), Saint-Etienne, Publications de l'Université de Saint-Etienne, 2001 et « Films fixes et santé publique », *Revue d'Histoire de la Pharmacie* n° 331, 3<sup>e</sup> trimestre 2001.
34. Dr P. Delore, *L'Éducation de la santé*, *op. cit.*
35. Georges Duby, « Histoire sociale et histoire des sociétés », in *Faire de l'histoire, nouveaux problèmes*, Jacques Le Goff et Pierre Nora (dir.), Paris, Gallimard, 1974.
36. Alain Corbin, *Le Miasme et la jonquille. L'odorat et l'imaginaire social XVIII<sup>e</sup>-XIX<sup>e</sup> siècles*, Paris, Flammarion, 1986.
37. Georges Vigarello, *Le Propre et le sale, L'hygiène du corps depuis le Moyen Âge*, Paris, Le Seuil, 1985.